

Au début, il semblait que les événements se déroulaient dans un sens favorable aux aspirations de Zagreb. Lorsque, vers la fin d'octobre 1918, l'Autriche se disloqua, les provinces du Sud peuplées de Yougoslaves formèrent des Conseils nationaux, organes de la volonté souveraine du peuple; à Zagreb, on fonda un Conseil National Supérieur qui fonctionnait comme gouvernement provisoire révolutionnaire pour toutes ces provinces. Un des premiers actes de ce Conseil National Supérieur de Zagreb a été de demander aux puissances alliées et à la Serbie d'être reconnu comme gouvernement de toutes les anciennes provinces yougoslaves de l'Autriche-Hongrie. Les gouvernements des puissances alliées n'ont pas fait droit à cette demande, mais ils ont recommandé instamment au gouvernement serbe de se mettre d'accord avec le Conseil National de Zagreb en vue de former un gouvernement commun et une délégation unique à la Conférence de la Paix. A la suite de cette démarche des Alliés, eut lieu la réunion des représentants de la Serbie et du Conseil National de Zagreb. Le résultat de cette réunion a été la fameuse déclaration de Genève, de novembre 1918, qui a sanctionné l'organisation dualiste de la Yougoslavie : dans le nouvel Etat, organisé selon le principe formulé dans cette déclaration, il n'y aurait eu en commun que le Ministère des Affaires Etrangères; il devait y avoir aussi un gouvernement commun presque de pure forme, ayant peu de pouvoirs, car les Yougoslaves des